



Martha Tinny MOLEMA  
President  
Présidente

Akhator Joel ODIGIE  
General Secretary  
Secrétaire Général

Route Internationale d'Atakpamé  
Centre FOPADESC Agoè – Nyivé  
B.P. : 4401 – Tel.: 00228 22 25 03 90  
LOME - TOGO

Email: [info@ituc-africa.org](mailto:info@ituc-africa.org)  
Web: [www.ituc-africa.org](http://www.ituc-africa.org)

## **Déclaration de la CSI-Afrique à l'occasion de la Journée mondiale pour le travail décent, 2024 : Les travailleurs demandent la décolonisation économique, la paix et la démocratie.**

Ensemble avec les 18 millions de travailleurs de notre continent, nous nous rallions en toute solidarité aux peuples, aux communautés, aux syndicats et aux organisations de la société civile progressistes d'Afrique et du reste du monde qui se mobilisent en cette Journée mondiale pour le travail décent, afin de relayer haut et fort l'appel urgent que nous lançons en faveur de la paix et de la démocratie.

En effet, face à un monde en butte à des conflits armés exaspérants, pourtant évitables, mais aussi à l'instabilité politique, à la prise en otage des institutions et des États, à l'autocratie galopante et au fascisme grandissant, à des disparités économiques croissantes, à l'aggravation de la pauvreté et à la crise climatique, notre appel souligne la nécessité de relever le défi urgent qui se présente à nous. Nous soulignons qu'il ne peut y avoir de justice sociale sans paix et sans démocratie.

Il convient de noter qu'en Afrique, la résilience et le courage de millions de travailleurs sont mis à rude épreuve. Ils sont victimes d'exploitation et de conditions de travail dangereuses, et n'ont souvent qu'un accès limité à la protection sociale. L'instabilité politique et les conflits menacent leurs moyens de subsistance et un grand nombre d'entre eux sont privés de droits à la négociation collective, à la syndicalisation et à la participation au développement socio-économique en raison de l'absence de structures démocratiques solides.

En effet, les travailleurs africains sont déterminés à poursuivre leur lutte pour la décolonisation économique, qu'ils considèrent comme un moyen de garantir un développement inclusif et partagé.

Devant le fossé creusé par la corruption, qui trouve son expression dans les flux financiers illicites (FFI), le pillage et le dépouillement des actifs ainsi que le contournement des règles à des fins de gratification, et qui constituent des obstacles flagrants à l'instauration d'une démocratie profitable à tous, le désespoir et la désillusion s'emparent des travailleurs et des populations d'Afrique. Malgré tout, ils embrasent des perspectives optimistes de changement. La détermination des travailleurs africains à poursuivre leur lutte pour la libération des espaces civils et démocratiques, étouffés par des gouvernements animés « d'une certaine paranoïa d'État ».

En effet, la paix est une condition préalable à la justice sociale, car elle assure un climat de stabilité nécessaire à la mise en œuvre de réformes économiques et sociales qui favorisent l'inclusion. Nous saisissons donc l'occasion offerte par la Journée mondiale pour le travail décent (JMTD) pour demander aux dirigeants africains et d'autres régions du monde d'encourager et d'obtenir des cessez-le-feu, et de mettre fin aux hostilités partout dans le

monde. Il nous faut faire taire les armes par le dialogue et la négociation et parvenir à des compromis pour la paix dès maintenant !

Nous estimons que la paix et la démocratie constituent la clé de voûte d'un développement partagé et de la justice sociale. Elles sont le socle indispensable à la construction de sociétés justes, inclusives et stables. Si ces deux piliers ne sont pas réunis, la quête de la justice sociale, dont l'objectif est de garantir l'égalité des droits, une répartition équitable des ressources et la dignité pour tous, risque d'être compromise.

Pour cette raison, de la même manière que nous avons embrassé la lutte contre le colonialisme et l'apartheid, nous nous employons à parachever les efforts déployés en vue de la décolonisation. La décolonisation économique effective de notre continent marquera l'aboutissement de la lutte que nous menons en ce sens. Notre détermination à poursuivre et à intensifier nos efforts, ainsi qu'à exercer des pressions et à plaider en faveur d'une émancipation réelle de notre continent est une obligation légitime et démocratique que nous continuerons à assumer haut et fort. Nous continuerons à œuvrer pour la paix, la démocratie et la justice sociale.

Nous continuerons également à travailler avec les gouvernements, les employeurs et les autres parties prenantes pour lutter contre le chômage et la pauvreté, qui sont des facteurs de déclenchement, d'exacerbation et de perpétuation des conflits. Nous allons intensifier notre plaidoyer en faveur du développement des compétences des jeunes afin d'accroître leurs chances de trouver un emploi. Il en sera de même pour les dispositions relatives à la protection sociale et pour l'élaboration et l'application de salaires minimums nationaux sans discrimination ni exclusion d'aucune catégorie de travailleurs. Par ailleurs, nous continuerons à revendiquer la primauté du droit afin de garantir une bonne culture de la démocratie et de la justice, sans céder à la tentation des vaches sacrées.

Enfin, la CSI-Afrique réitère son appel en faveur d'un processus de sélection du futur président et des futurs commissaires de la Commission de l'Union africaine fondé sur des compétences avérées, sur l'adhésion aux valeurs de la justice sociale et sur un engagement ferme en faveur de la promotion de la paix, de la démocratie ainsi que des droits et du bien-être des travailleurs africains.

Amka Afrika!  
Longue vie aux travailleurs africains !

*Fait à Lomé, le 7 octobre 2024*



**Le Secrétaire Général**

**Akhator Joel ODIGIE**